

MUNGONGO

Bimensuel | 1 novembre 2009

N° 7 | 200 FC



La mémoire de la ville disparaît

Détruits ou délabrés, les sites historiques de Kisangani ont perdu tout leur sens pour la plupart des habitants. Indispensables pour préserver la mémoire du passé, source de recettes pour la ville, ils mériteraient pourtant d'être réhabilités.

En arrivant aux chutes Wagenia, la déception est totale pour tout visiteur qui a déjà entendu parler de ce site qui a longtemps attiré de nombreux touristes. Des hautes herbes ont envahi les lieux. Quelques poteaux en bois accrochés au milieu des roches soutiennent deux ou trois nasses de pêcheurs... On est loin du merveilleux tableau de ce site tant vanté dans les cours d'histoire, et qui figure même sur un billet de la monnaie nationale. Quand dégoûté, on quitte les chutes pour le jardin zoologique, la déception est aussi grande : on y découvre à peine quelques espèces animales....

devant l'immeuble Lengema et le cimetière des pionniers qui ont tracé la ville de Kisangani ont cédé la place aux buvettes, boutiques et scieries. Quelques rares sites comme la Place des martyrs de la rébellion de 1964 sont encore embellis... mais aux couleurs des sociétés de télécommunication...

Le recours à l'authenticité a beaucoup détruit

Les vestiges historiques de la colonisation ont été détruits au fil du temps. Ce qui reste n'est pas entretenu pour cultiver la mémoire collective, surtout des jeunes. «Comment la

Aujourd'hui, on accorde très peu d'importance à la perpétuation de l'histoire politique et culturelle de la ville à travers ces sites mémoriaux qui ont perdu leur vrai sens. «C'est une grave erreur car ils n'avaient rien à avoir avec le colonialisme belge. Les bustes, stèles et monuments détruits étaient ceux des explorateurs ayant contribué à faire de la RDC un grand et beau pays», ajoute Kayimbi.

Restaurer les sites

Les jeunes sont ainsi ignorants de leur histoire. La renommée des peuples est pourtant liée à la conservation des sites. «Le peuple Wagenia, autochtone de la ville de Kisangani, connu pour sa fascination pour la pêche traditionnelle perd ses repères», témoigne le professeur Ellite Itondo de l'IFASIC. «Aujourd'hui beaucoup de pêcheurs font le petit commerce, ironise un jeune vendeur ambulant de chaussures. D'autres sont devenus d'excellents plongeurs à la recherche de diamant vu leur maîtrise de la nage». Bourgmestre de la commune Kisangani, Maxime Bobali fustige, le fait que les Wagenia considèrent ce site comme un bien privé, plutôt qu'un patrimoine de l'Etat...

Dans la ville, des voix s'élèvent pour réhabiliter ces sites, non seulement pour cultiver la mémoire collective, mais aussi générer des recettes. «L'Etat devrait valoriser le tourisme en les finançant afin de pérenniser ces sites», pense le professeur Doudou Akaibe de l'Unikis. Pour le professeur Kayimbi, «les hommes d'affaires Boyomais doivent prêter mains fortes l'Etat pour renforcer ce secteur.» L'ancienne ministre provinciale de la Culture et des arts, Niki Imayonda avait tendu la main aux opérateurs économiques le 27 septembre dernier, à l'occasion de la journée mondiale du tourisme. Mais tout reste à faire.

Nadia Mideso



Credit photo : photo Mungongo

La ville a pour ainsi dire perdu son âme, son histoire. Elle ne garde ainsi plus aucun souvenir de l'explorateur anglais Stanleyville qui lui a donné son premier nom. Sur le monument de Henri Morton Stanley à côté du port de l'ONATRA, la stèle a été arrachée. Ceux qui y puisent l'eau n'en connaissent même pas le sens. Autre lieu historique, le rond-point du canon, qui rappelle la victoire des troupes belges et congolaises à Asosa (Ethiopie) sur les Allemands pendant la deuxième guerre mondiale, n'évoque plus rien. La place du Roi Albert I

maison où habitait le héros national de l'indépendance, Patrice Emery Lumumba peut-elle être occupée par des tiers ?», s'indigne le professeur Bayedi, de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC) de Kinshasa, en séjour à Kisangani. Comme l'affirme Sebastien Kayimbi, professeur d'histoire à l'Unikis, «la politique de recours à l'authenticité prônée par le régime de Mobutu a donné le ton à la destruction massive de plusieurs sites mémoriaux. Depuis la population ne respecte plus les biens publics'.

A LIRE EN PAGE...

1 La mémoire de la ville disparaît

2 Les petits voleurs de plus en plus brutaux

3 Le gaspillage de l'eau coûte cher à la collectivité

4 Des jardins potagers qui changent la vie des habitants

Les petits voleurs de plus en plus brutaux

Difficile de circuler aux alentours du marché central et dans certains coins de la ville avec des biens de valeur : bijoux, téléphones, sacs, ... Les petits voleurs y oeuvrent de plus en plus souvent avec une brutalité hors du commun. Les habitants réclament plus de sécurité.

Depuis le mois de février dernier, les vols sont en recrudescence aux alentours du marché central et d'autres coins de la ville, le jour comme la nuit. Les voleurs usent d'une brutalité et d'une violence inhabituelles. Arrivant en moto, ils n'hésitent pas à frapper les gens à coups de bâtons pour ravir sacs, téléphones, bijoux. Tout ceci sous l'œil impuissant des passants et des agents de l'ordre. «Je téléphonais quand brusquement j'ai reçu un coup violent au niveau de l'oreille droite. Le téléphone est tombé, un garçon l'a vite ramassé», témoigne André Yuma. Gisèle N., étudiante, qui a eu des plaies tout autour du cou quand on lui arraché sa chaînette. Nicole, elle, a passé une semaine à l'hôpital suite à un coup reçu de ces petits voleurs en août dernier aux environs du marché. «On m'a tiré le sac par derrière et j'ai été blessé au niveau de l'épaule», témoigne Mme Nelly, dont le sac à mains contenait de l'argent, des bijoux et autres petits articles.

Ces jeunes jettent aussi des pierres sur les taxis moto et se précipitent pour dévaliser le chauffeur et le client. Ils coupent avec des rasoirs, frappent à coups de bâtons ou cognent avec leurs motos en s'approchant des piétons pour ravir leurs biens. Plusieurs personnes s'en sortent avec des blessures, des fractures ou de

simples égratignures, pour les plus chanceux. Le manque d'électricité, qui plonge souvent la ville dans le noir, aggrave la situation. «Nous en avons assez avec les voleurs ici» résume Clément Masudi, taximan qui dénonce ces jeunes qui se font passer comme pour des taximen.

Une brutalité inhabituelle

Mêmes problèmes au marché. «Ces voleurs viennent comme des clients et prennent brutalement les marchandises sur les étalages», explique aussi Asumani, propriétaire d'une alimentation. Les clients sont agressés au vu de tous. «Quant je criais personne n'est venue à mon secours», témoigne Nicole. Tout le monde a peur de les dénoncer craignant les représailles. Madame Moseka, vendeuse des friperies, affirme que «les petits voleurs deviennent de plus en plus dangereux, une fois que vous en dénoncez un, il revient le lendemain chier sur vos étalages.» Le nombre accru d'enfants de la rue expliquerait en partie les problèmes actuels. D'autres victimes pointent du doigt certains éléments de la police et de l'armée habillés en tenue civile. «Il y a un mois j'ai été agressé aux alentours du marché central pendant que j'étais en tenue civile. Je me suis rendu compte après que c'était des militaires», témoigne l'officier d'un

commissariat de la police dans la commune Makiso. Selon la police du marché central, ces petits voleurs seraient aussi initiés à ces méthodes brutales par des gens venus soit de Kinshasa par Bateau ou de l'est par la route avec l'intensification du trafic et des activités économiques dans la ville.

Plus de sécurité

Les interventions de la police sont toujours tardives et souvent peu efficaces. Nombre de Boyomais reprochent aux éléments de la police d'être complaisante ou complice avec les auteurs de ces vols brutaux qui continuent de plus belle. Selon un agent de service des renseignements de la police du bureau du district urbain, lorsque les policiers arrêtent des mineurs, souvent des chegués, il est fouetté, retenu au poste une journée puis relâché car on ne peut pas envoyer un mineur au parquet. Ce dernier reçoit les adultes, comme les deux jeunes récemment arrêtés au marché. Mais, à la surprise de tous, ces voleurs sont souvent rapidement relâchés et recommencent leurs méfaits... jusqu'à une prochaine arrestation par la police. La colère gronde aujourd'hui chez les habitants de la ville. «Nous demandons à la police de sévir contre tous ceux qui sont accusés de vol au marché et dans ses environs, de peur qu'on ne recourt à la justice populaire», recommande Ferdinand Ntabyo, activiste de droits de l'homme.

Dorcas Mayani

Actualités

Politique

22 octobre, le vice gouverneur de province Joseph Bangakia Angaze adresse sa lettre de démission au président de la République. Dans cette lettre, dont le journal école Mungongo s'est procuré une copie, il avance des raisons d'éthique et de convictions personnelles.

Une semaine avant, il avait été Interpellé à l'assemblée provinciale sur la gestion des fonds alloués à l'achat des engins destinés à la réhabilitation de l'axe routier Niania-lsiro dont les travaux n'avancent pas.

18 octobre, remaniement de l'équipe du gouvernement provincial avec l'arrivée de cinq nouveaux ministres. Il s'agit de Crispin Atama Tabe, ministre de l'Intérieur et de l'ordre public. Docteur Vincent Okoyo Nembe à la Fonction publique et emploi. Armand Kasumbu Mbaya s'occupera

du Plan, économie, industrie et transports. Rigobert Gbotu gère désormais les Finances, le budget, les mines et l'énergie. Jeanne Shua Bosusu est ministre de l'Agriculture et du développement rural. Cinq autres sont reconduits mais changent de fauteuils : Joas Mbitso Ngedza, à la tête des Travaux publics et habitat, Dr Angèle Uvon Akumu, ministre de la Santé publique, affaires sociales et conditions féminines, Polydor Latigo Nzoro à l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, Jean Claude Esuka Alfani, ministre des Affaires foncières, environnement et tourisme, Willy Mugisa, aux Sports et loisirs.

Etat de droit

26 octobre, le maire de la ville suspend l'inspecteur urbain de l'économie et le chef de bureau urbain de transport et voies de

communication. Le premier est accusé d'avoir abusivement utilisé le logo de la justice dans ses convocations adressées aux entreprises CEZOK-MOTORS pour le paiement de la taxe dite «présidentielle» qui n'existe pas dans la nomenclature des taxes de la mairie. Le second pour détournement de 115 000 FC de taxes perçues sur l'accostage d'un bateau de la BRALIMA, depuis 19 octobre dernier, qui n'a toujours pas été versée dans la caisse de la mairie.

Justice

Du 17 au 19 octobre 2009, 117 jeunes juristes formés par l'université de Kisangani ont passé le concours pour entrer dans la magistrature. Le ministère de la Justice compte engager plus de 1000 magistrats à travers le pays. Le dernier recrutement de nouveaux magistrats remonte aux années 98.

Le gaspillage de l'eau coûte cher à la collectivité

Du matin au soir, l'eau coule dans les bâtiments des services publics. Par inconscience ou par négligence des utilisateurs, le gaspillage est quotidien. Une situation intenable pour la Regideso qui n'a pas les moyens d'investir, car l'Etat consomme près de la moitié de l'eau distribuée mais ne la paye pas.

L'eau ne cesse de couler...Partout dans les camps militaires, les écoles publiques, les instituts d'enseignement supérieur, les universités, les hôpitaux, les bâtiments des services de l'Etat, l'eau coule à flots sans arrêt. Personne ne s'en inquiète... puisque les factures d'eau des services publics sont jusqu'à présent prises en charge par l'Etat.

Quand il faut réparer de petites pannes, chacun estime aussi que c'est à l'Etat de le faire. Mal utilisés, les robinets se cassent. Ils sont remplacés par des cordes, des bâtons, des tissus,

toujours un peu en retard», explique Augustin Katusi, directeur de l'école primaire Kisangani 1 dont le robinet ne cesse de fuir.

«Nous travaillons pour la défense et la sécurité de la nation, pourquoi allons nous encore payer l'eau?», s'interrogent certains militaires du Camp Ketele. Ici, il y a trois bornes fontaines munies de plusieurs tuyaux d'où l'eau part dans tous les sens.» Nos fontaines n'ont pas de robinets, c'est à la Regideso de les renouveler», disent-ils comme tous les autres. Et non seulement, ils ne paient pas l'eau mais ils la font parfois

payent pas directement leurs factures, ce qui constitue un très important manque à gagner pour l'entreprise qui doit faire face à l'achat des produits de traitement de l'eau et des intrants, aux charges du personnel et au paiement des taxes dues au trésor public. En septembre dernier, une équipe venue de Kinshasa a organisé une campagne de vulgarisation de la réforme, qui vise à faire payer à certaines entreprises étatiques leur consommation d'eau et d'électricité. La Banque mondiale a accepté de payer une partie des factures des services publics à condition que la Regideso place des compteurs. «Nous essayons de changer les tuyaux rouillés qui datent de l'époque coloniale. Mais les robinets ne sont pas à notre charge, c'est à la charge du client qui doit en acheter pour éviter le gaspillage. Sinon, il en subit le coût. C'est à l'Etat de sensibiliser ses agents», souligne Sadala Mangonde. La Regideso est responsable des raccordements jusqu'au compteur, ensuite c'est à l'abonné de réaliser les installations nécessaires.

Sans compteur, facture élevée

Nombre d'abonnés de la Regideso ne disposent pas de compteurs afin de connaître la quantité exacte d'eau consommée. C'est ainsi que certains ne comprennent pas le montant de leurs factures. «En décembre 2008, notre facture était de 5 502 Fc contre 12 450 Fc le mois d'août 2009 «se lamente Irène Balombo, habitante de la commune Kabondo. «Là où il n'y a pas de compteur, la facture est établie sur base du nombre de personnes composant le foyer. Nous mettons toujours des compteurs à la demande de nos abonnés. Et c'est gratuit» explique le directeur de la Regideso. Mais les clients ne sont pas nombreux à en demander.

Les abonnés se plaignent aussi de la lenteur des services fournis par la société et des détournements de certains de ses agents. «J'ai donné de l'argent pour acheter un compteur aux agents de la Regideso mais sans succès», témoigne Joseph Bobo de Kabondo. Les agents recouvreurs demandent parfois de l'argent pour intimider les gens en menaçant de leur couper l'eau mais le mettent dans leur poche.



Crédit photo : photo Mungongo

qui laissent fuir le précieux liquide. Peu importe, les agents de ces services ne se sentent pas concernés. «C'est une école de l'Etat, qui prend en charge toutes nos factures. Chaque fois que nos robinets sont délabrés ou nos installations, nous informons la Regideso pour venir réparer et arrêter le gaspillage. Mais elle intervient

payer aux habitants des environs qui viennent d'approvisionner chez eux.

Réduire le gâchis

«L'Etat à lui seul consomme au moins la moitié de la production en eau de la Province Orientale», explique Sadala Mangonde, directeur provincial de la Regideso. Les services publics ne

Cet emplacement est le vôtre, si vous souhaitez vous faire connaître, appelez Mungongo au 00243(0)85 338 93 25, 00243(0)81 513 55 11 ou écrivez nous au journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Daniel Lokulu

Des jardins potagers qui changent la vie des habitants

La vente des ciboulettes et des céleris produits sur leurs parcelles a permis aux habitants de Simisimi, un quartier situé dans la périphérie de la ville d'améliorer sensiblement leurs conditions de vie. Leur réussite en incite aujourd'hui d'autres à faire de même.

Le long de la route Simisimi, de l'aéroport qui porte le même nom jusqu'à la paroisse Saint Gabriel, l'œil est attiré par de petits hangars qui abritent des plantules de ciboulettes et de céleris. Les terrains autour des maisons sont fractionnés en plates-bandes verdoyantes qui s'étendent jusqu'aux vérandas. D'espaces verts, elles sont devenues des jardins maraîchers.

L'introduction de cette culture depuis près d'une décennie a considérablement changé la vie des habitants surtout des jeunes qui n'avaient pas de travail. «Depuis trois ans, j'exploite ma parcelle non seulement pour construire des habitations mais surtout pour produire des ndembi (ciboulettes)», explique Félix Imame, un membre de l'association des maraîchers de Simisimi (ASMA). Rentable, les céleris et ciboulettes constituent les principales cultures de ces jardins. Nombre de cultivateurs parviennent ainsi à nourrir leurs familles, scolariser les enfants, voire construire des maisons,.... En ville, ces produits sont appréciés de tous.

De petites affaires qui marchent

Les ciboulettes, consommées chaque jour mélangées aux feuilles de manioc, aliment de base de la plupart des ménages, s'écoulent vite sur le marché. «Tous les deux mois dans une bande d'un mètre sur six, je récolte une botte qui se vend 5000 Fc et je possède 40 m²», se réjouit Bertha Baskawike qui gagne au moins 25 000 Fc par mois. C'est ce qui lui permet de mettre ses enfants à l'école et d'épauler son mari. «Je récolte tous les deux mois, plus ou moins treize bottes que j'écoule sur le marché et j'en consomme. Cela réduit mes dépenses», témoigne aussi Jeannot Bonongo, un jeune planteur. Christian Lombo et Julie Folo, tous deux élèves, assis à côté de leurs parents avancés en âge, produisent eux des plantules

pour les jardiniers. Toutes les deux semaines, ils en vendent des bottes à 2500 Fc l'une. Gautier Lisongoni, père de famille témoigne lui aussi : «Cette maison (en semi durable), la machine à coudre et ce poste radio ; je les ai obtenus en retournant la terre dans ma propre concession.» Sur le marché, ces ciboulettes locales sont les préférées. «Je vends des légumes provenant de partout, mais ceux de Simisimi défient toute concurrence, j'évacue le stock rapidement», témoigne Annie Bomboli, vendeuse au marché I.A.T.

Au vu de ces bons résultats, ces cultures se sont répandues et ont gagné presque

formations en vue d'améliorer leur productivité. «Depuis que nous vivons en association, cela nous a permis d'organiser des séminaires de formation de nos membres», témoigne Selenge Beyaya, coordinatrice d'ASMA. «Grâce aux notions de la planification apprises au cours de nos échanges, j'ai réuni 500 000 Fc en une année et demie d'épargne», se réjouit Madjesi Boyoko. Mais la pauvreté du sol, le manque d'espace cultivable et les bêtes en divagation élevées par leurs voisins qui détruisent les cultures, rendent parfois leur travail difficile. «Je travaille ce même sol que mes parents exploitaient



Crédit photo : photo Mungongo

toutes les parcelles de Simisimi. Les habitants des communes Kabondo et Lubunga ont aussi commencé à en produire au point de concurrencer ceux de Simisimi qui en ont perdu le monopole. Des productions de Yangambi, à 90 km de Kisangani arrivent aussi sur le marché.

Se regrouper pour améliorer la production

Les maraîchers se sont regroupés pour bénéficier d'avantages et de

depuis longtemps. Je ne peux aller nulle part malgré le faible rendement et les insectes qui menacent les plantes», se plaint Kelele Yenga. Mais cela ne décourage pas les planteurs «bana ndembi», comme on les appelle de viser plus loin. «Notre souci est de produire pendant longtemps sur le même petit terrain en augmentant notre productivité. Mais c'est exigeant et coûteux en compost ou en engrais», explique Jean Paul Lemer. »

David Malisi

Mungongo

Journal école

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : 243 (0) 81 200 63 99

Mail :

ernestmukuli2@yahoo.fr

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Daniel Lokulu, David Malisi, Dorcas Mayani, Nadia Midesso,

Cosmas Mungazi (étudiants en Sciences de l'Information et de Communication/Unikis)

Secrétariat de rédaction :

Pépé Mikwa

Tél : 243 (0) 99 808 78 81

Distribution, marketing et

maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : 243 (0) 85 338 93 25

Mail:

journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Supervision et formation

Syfia international

contact@syfia.info

Tél 33 (0)4 67 52 79 34

Impression :

Boyoma impression

Abonnement annuel (24 nu-

méros) 10 \$, **abonnement de soutien** 50 \$ minimum payable au journal : 33, Boulevard Mobutu, Commune Makiso, en face de l'AFRACO, Kisangani, Province Orientale.

Points de vente : Bibliothèque centrale et Cyber café Batam de l'Unikis, Librairie Saint Paul, Gradi-Jeunes et Rez-de-chaussée Congo Palace.